



En décembre dernier, la Commission épiscopale *Gaudium et Spes* publiait le document "La mondialisation - Évaluation éthique et perspectives évangéliques"¹, qui n'a pas laissé indifférent. Certains se sont même étonnés de la manière dont les Évêques de Belgique se sont exprimés à ce sujet.

Monseigneur Aloys JOUSTEN, Évêque de Liège, qui présidait la Commission, revient ici sur les grandes lignes de leurs conclusions et en profite pour remettre certaines pendules à l'heure...

MONSEIGNEUR ALOYS JOUSTEN

Pour une mondialisation au service de l'homme

Pourquoi la Commission épiscopale a-t-elle publié maintenant un document sur la mondialisation?

Mgr A. JOUSTEN: Depuis plusieurs années, les membres de la Commission, parmi lesquels l'Évêque de Gand, le Chanoine A. BEAUDUIN, mais aussi des laïcs, réfléchissent aux relations entre l'Église et la société. Ils ont choisi ce thème, qui est d'actualité.

"Être contre la mondialisation n'a pas de sens", écrivez-vous. Mais vous en pointez les dangers...

Mgr AJ: Il s'agit d'observer la mondialisation avec un regard chrétien. Notre document est, en effet, assez critique. D'une part, nous constatons que cette mondialisation est une chance pour l'humanité, qu'il y a là une évolution de l'économie à l'échelle mondiale, qui pourrait donc profiter aussi aux pays en voie de développement. Mais d'autre part, si on laisse faire, cette évolution génère plus de risques que d'avantages,

notamment pour ces pays en voie de développement, qui risquent d'être entraînés dans une orientation néolibérale de leur économie. Celle-ci ne se développera pas nécessairement dans le sens d'un bien-être général. Or, selon nous, l'économie doit d'abord être au service de toute l'humanité, et notamment du pauvre et du plus faible. Nous observons que la mondialisation économique devient une mondialisation financière, qui domine l'évolution de l'économie et même du politique... Il faudrait que l'économie soit canalisée par une gouvernance mondiale sous la responsabilité du politique.

Par rapport à ces dangers, en quoi les ressources de la doctrine sociale de l'Église peuvent-elles nous aider?

Mgr AJ: Je parlerais plutôt d'un "enseignement social" de l'Église, plus adéquat pour parler de sa position, de l'interpellation qu'elle doit adresser aux mondes politique, économique et financier. Nous estimons

que cet enseignement peut proposer des orientations qui vont dans le sens d'un développement humain. Le critère par excellence, c'est la dignité humaine. Mais il faut se mettre d'accord sur ce qu'est cette dignité et souhaiter un dialogue et un consensus entre chrétiens et non chrétiens. Un critère avancé dans notre déclaration est celui du pauvre, du plus petit. Si le plus faible est pris en charge, tous les autres le seront certainement aussi; si le faible est respecté et est aussi bénéficiaire de la mondialisation, on pourra dire que celle-ci est au service de l'humanité. Un autre critère est celui de la solidarité à l'œuvre dans un système.

Comment peut-on illustrer cette préoccupation du plus faible?

Mgr AJ: Je prendrais volontiers l'exemple du Guatemala, où j'étais en juillet 2005. Une question s'y est posée: pouvons-nous transposer notre modèle de développement et de consommation à d'autres pays ou continents? En effet, on trouve là le

cas d'une exploitation minière qui entre en contradiction avec la culture locale et les traditions: pour la population autochtone, la terre est confiée aux hommes, ils doivent la respecter mais ils ne peuvent pas l'exploiter. Mais en plus de cela, il y a des objections écologiques et économiques: est-ce qu'une exploitation industrielle de leur terre leur rapportera? Est-ce que le gouvernement et le pays dans son ensemble y gagneront? Ils craignent que, tout en bénéficiant du modèle américain, leur pays n'en profite pas réellement, vu le prix à payer (terres exploitées, répercussions négatives sur l'habitat, sur l'eau...). Dans ce cas, la mondialisation n'entraîne pas de véritable développement pour le pays.

Chez nous, vous avez réagi dernièrement à la délocalisation d'emplois à Jupille...

Mgr AJ: Effectivement. Ma réaction a été dictée par la brutalité de l'information: on ne peut pas traiter les hommes de cette façon! InBev annonce d'une part qu'ils font un milliard de bénéfices et d'autre part, qu'ils vont délocaliser et supprimer des emplois! Cette manière de procéder consiste à ramener les ouvriers à une simple valeur marchande: à partir du moment où ils ne rapportent plus suffisamment, on les laisse tomber. On constate ici un autre aspect de la mondialisation: la responsabilité sociale des entreprises. Je trouve qu'à ce niveau, le politique devrait aussi intervenir. Une

entreprise comme InBev a une responsabilité!

La Commission s'intitule *Gaudium et Spes, joie et espoir...* Dans notre monde, qu'est-ce qui peut encore nous réjouir et nous faire espérer?

Mgr AJ: Malgré les dérives possibles, il faut bien sûr voir aussi les côtés positifs de la mondialisation, et comment créer de l'espoir chez nous. En Belgique, nous devons trouver des créneaux où nous serions à même de produire des choses que d'autres ne produisent pas. Par exemple, dans des entreprises de pointe. À Liège ou à Louvain-la-Neuve, on voit tout de même de nouvelles entreprises qui se déploient autour de l'université. Par ailleurs, une de nos chances serait de développer notre enseignement. Il faut un enseignement de qualité formant des gens qui, plus tard, pourront jouer un rôle dans notre économie!

Quelle serait alors la mission de l'École?

Mgr AJ: Pour moi, enseigner, c'est plus que simplement former des gens très qualifiés. L'appel à l'enseignement est double: il y a d'une part la formation et d'autre part, l'éducation. La réalité, c'est que là où il y a beaucoup de chômage, il y a beaucoup d'échecs scolaires... L'enseignement se trouve devant un défi énorme, qui est aussi celui des politiques. La réalité sociale doit être prise en charge telle qu'elle est, avec

des jeunes qui vivent parfois dans des situations peu enviables. Mon souhait serait que, dans les écoles, on essaie d'exploiter notre document afin de donner aux élèves le goût de connaître le monde, et de leur faire comprendre que chacun peut agir à son niveau. L'engagement au service des faibles, des pauvres me paraît très éducatif.

Quand la presse a pris connaissance de votre document, certains paraissaient un peu surpris qu'il puisse venir des Évêques de Belgique... Cela vous a-t-il étonné?

Mgr AJ: Oui, j'ai été surpris de trouver dans la presse une conception de l'Église que je croyais dépassée! Comme si le concile n'avait pas eu lieu, comme si c'était la première fois que nous publions quelque chose sur de tels sujets. Concernant l'affaire InBev, je n'ai jamais entendu autant de réactions, alors que je m'étais déjà exprimé au sujet d'ARCELOR, des centres fermés, etc. L'Église en Belgique est sensible à ces problématiques. Il se peut que, pour certains, la religion fasse partie de la sphère privée et qu'elle n'ait rien à voir avec la société. Mais que l'Église se taise ou qu'elle s'exprime sur certains sujets, on le lui reprochera de toute façon!

En tant qu'institution, l'Église a-t-elle encore des efforts à faire par rapport à l'attention aux plus pauvres?

Mgr AJ: Bien sûr, on n'a jamais fini de faire le bien! D'ailleurs, beaucoup de chrétiens sont engagés dans des mouvements tels que *Caritas International, Entraide et Fraternité* ou *Vivre ensemble*, qui accordent une attention toute particulière à ces problèmes. Au plan de l'action, on peut agir au niveau privé, au niveau de l'associatif, mais aussi au niveau macro-économique, macro-politique, où l'Église dit souvent des choses significatives. ■

INTERVIEW FRANÇOIS TEFNIN
TEXTE BRIGITTE GERARD

1. Voir recension dans **entrées libres** n° 5, pp. 18-19.

Document disponible chez LICAP, rue Guimard 1 - 1040 BRUXELLES

www.licap.be - 02/509.96.72.

en toutes lettres...

"Dans le monde d'Internet, on semble oublier que l'homo sapiens ne s'est pas développé dans un cybercafé. S'il se veut porteur de sens, un rapport social doit naître avant tout d'une relation avec des gens de chair et de sang et non uniquement de mots inscrits sur un écran".

"L'amour du prochain et la justice exigent, en outre, que le droit à la survie l'emporte sur le droit à la propriété privée, lorsqu'un pauvre se trouve dans un état d'extrême besoin".



"Ce qu'il est possible de réaliser à un autre niveau que celui de l'État ou d'une institution supranationale ne peut être repris en main par l'État ou cette institution (par exemple, l'éducation des petits enfants, l'enseignement...)"

"Si déjà, nous ne réussissons pas à maintenir une forme de solidarité nord/sud satisfaisante en Belgique, nous pouvons difficilement espérer la réaliser à plus grande échelle".